

Les Echos
26/9/91

(Le Journal
Français)

chos

LES CHIFFRES DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Budget 91 (prov.) : 1.278 mds de francs (90 : 1.220 mds).

PIB 90 : 6.484,9 mds de francs (89 : 6.136 mds).

Plafond Sécurité sociale : 11.620 F/mois à partir du 01-07-91.

SMIC : 32,66 F/h à partir du 01-07-91.

Un premier pas

Même s'il a éprouvé le besoin de recourir à un subterfuge grossier — le fameux passeport brésilien —, le roi Hassan II s'est enfin décidé à rendre la liberté au plus vieux prisonnier politique du Maroc, Abraham Serfaty. Que ce dernier, après dix-sept ans de détention, conteste vigoureusement les conditions dans lesquelles il a été expulsé de son pays et manifeste le désir d'y retourner le plus vite possible témoigne certes d'un indomptable courage. Mais, considéré comme un traître par de nombreux Marocains pour ses positions favorables au Front Polisario, rejeté par la plus grande partie des communautés juive, française et marocaine pour ses sympathies palestiniennes et ses idées d'extrême gauche, il y a fort à parier qu'Abraham Serfaty n'intéressera bientôt plus qu'une poignée d'irréductibles opposants au régime chérifien. En revanche, dans la mesure où de nombreuses organisations des droits de l'homme et Mme Danielle Mitterrand s'étaient impli-

quées en sa faveur, sa libération devrait contribuer à détendre l'atmosphère entre Paris et Rabat.

A l'heure où les anciennes démocraties populaires ont presque toutes abandonné leurs pratiques autoritaires, Abraham Serfaty devenait un personnage de plus en plus encombrant. Le roi Hassan II, dont le pays s'apprête à occuper pour deux ans un siège au Conseil de sécurité et qui se rendra lui-même aux Etats-Unis dans deux semaines, a sans doute senti le besoin de redorer son blason. Il reste que, après ce premier pas, Abraham Serfaty ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Des centaines de prisonniers politiques continuent à vivre dans des conditions très pénibles, souvent sans avoir été jugés. Ce n'est en fait qu'en restaurant l'Etat de droit, comme on l'y invite de partout, que le souverain marocain pourra prétendre être un interlocuteur qualifié pour l'ensemble des pays libres, à commencer par l'Europe et la France.